

# LEUR SÉCURITÉ N'A RIEN DE SOCIAL



Par Jacques Debatty,  
vice-président du MOC Bruxelles

Dans la nébuleuse des institutions européennes gravitent de nombreux astéroïdes plus ou moins connus censés «*fournir des analyses et des recommandations utiles*» aux dirigeants européens dans leurs domaines de compétence. Ainsi en est-il de l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne (ISS), dont vous n'avez probablement jamais entendu parler. Cette agence autonome de l'Union européenne est basée à Paris. Elle est censée soutenir l'élaboration de la Politique Étrangère de Sécurité Commune (PESC) dont les grands objectifs (nous disent les brochures européennes) sont «*la défense de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme et des libertés, du respect de la dignité humaine et des principes d'égalité et de solidarité*»<sup>1</sup>. Cette politique relève de l'autorité du Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité qui «*incarne la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union*» sur la scène mondiale. Dans la Commission précédente présidée par José Manuel Barroso, la fonction était exercée par Catherine Ashton. Dans la Commission actuelle présidée par Jean-Claude Juncker, cette responsabilité échoit à Federica Mogherini.

En 2009, quand l'Europe est encore secouée par la crise bancaire (dont elle ne s'est pas encore relevée), cette officine publie en anglais une brochure de 200 pages dont la version française paraît l'année suivante. Elle s'intitule «*Quelle défense européenne en 2020 ?*»<sup>2</sup> et est préfacée (et cautionnée) par la Haute représentante de l'époque, Catherine Ashton.

La brochure a pour ambition, écrit son préfacier, «*d'examiner quelle ambition l'Europe pourrait avoir en matière de sécurité et de défense dans les dix années à venir*», c'est-à-dire, aujourd'hui. «*L'Union, écrit-il, doit dégager une communauté de vues très claire concernant le système international actuel et les défis qu'il implique en matière de sécurité*».

Une des contributions du document éclaire d'une lumière très crue (et très réaliste, quoique schématique) l'analyse de classe de la société mondiale telle que se la représentent les cénacles européens<sup>3</sup>.

La subdivision «*dimension sociale*» de cet article éclaire la cohérence d'un chapelet d'événements récents allant des décisions de l'Union européenne en matière d'asile à la présence (inutile et inefficace) de l'armée dans les rues de Belgique en passant par les 10 milliards d'investissements en équipements militaires décidés par le Gouvernement Michel-De Wever, sans oublier les petites tapes sympathiques d'un Commissaire de police sur l'épaule d'un hooligan place de la Bourse ou l'arrestation musclée du Président de la Ligue des Droits de l'Homme au même endroit<sup>4</sup>.



Voici comment Tomas Ries analyse l'environnement de sécurité dans sa dimension sociale:

«*Les grandes fractures politiques qui créent les confrontations violentes majeures évoluent actuellement, passant de la compétition horizontale entre égaux d'hier à laquelle se livraient les Etats d'élite (sic) à des tensions verticales entre les différentes couches socio-économiques mondiales. La technologie réduit le monde à un village planétaire, mais un village au bord de la révolution. Si nous nous trouvons en présence d'une communauté d'élite de plus en plus soudée (re-sic), nous devons également faire face à des tensions explosives croissantes provenant des couches inférieures les plus pauvres (re-re-sic).*»

La lutte des classes nourrit donc les analyses des experts de l'Union européenne! Cette «*communauté d'élite de plus en plus soudée*» est l'illustration la plus limpide de la théorie du «*0,1%*» dont l'analyse des intérêts est ensuite méthodiquement développée.

«*...on pourrait diviser la carte politique mondiale actuelle en une société de classes hiérarchisée, se décomposant en six catégories*»

Suit un tableau représentant ces six catégories :

**Tout en haut**, les sociétés transnationales, illustrées par le classement Fortune Global 1000 représentant 0,1% de la population mondiale.

**Tout en bas :**

Les Etats modernes en difficulté (la majeure partie du monde arabe - 10%)

Les Etats modernes hostiles (Corée du Nord, Birmanie, Russie? - 5%)  
Les Sociétés prémodernes (Pays les moins avancés, où vivent un milliard d'être humains avec moins d'un dollar par jour - 65%)

**Entre les deux :** nous, Communauté postmoderne et Sociétés en transition rapide, 19,9%.

<sup>1</sup> Comment fonctionne l'Union européenne? Commission européenne. Juin 2013

<sup>2</sup> Union européenne, Institut d'Etudes de Sécurité. Quelle défense européenne en 2020? Sous la direction de Alvaro de Vasconcelos. Paris 2010

<sup>3</sup> RIES, Tomas. La mondialisation de l'environnement de sécurité et l'Union. op.cit.

<sup>4</sup> Voir LDH : «*Son président arrêté, la Ligue des Droits de l'Homme est très inquiète pour les libertés publiques*». Communiqué de presse du 2 avril 2016.



Vient ensuite l'énumération des défis qui se présentent « pour l'UE, qui fait partie de la communauté postmoderne dominante » : « Avec les sociétés transnationales, nous devons trouver une relation symbiotique : Celles-ci exercent un pouvoir économique et technologique toujours croissant, dont découlent d'autres formes de pouvoir. Elles ont cependant besoin de l'État et l'État a besoin d'elles. » C'est clair!

Je vous laisse le plaisir de la lecture de l'original pour mettre en exergue certaines **conclusions** :

« D'ici 2020, nos défis de sécurité seront plus variés et plus sérieux. Ils exigeront des instruments militaires capables d'effectuer les six tâches critiques énumérées ci-après par ordre d'importance :

- **Sécurité des flux**: il s'agit de garantir que les voies maritimes de communication restent ouvertes (notamment pour l'acheminement des ressources énergétiques) ou d'effectuer des interventions hautement techniques.

- **Protection écologique**: « ... intensifier nos efforts pour protéger l'environnement en Europe, mais plus encore au niveau planétaire » (mais il ne s'agit pas de mettre au pas les sociétés occidentales d'extraction minière ou d'agrobusiness).

- **Opérations d'endiguement** (je cite) : protéger les riches du monde contre les tensions et les problèmes des pauvres. Puisque la proportion de la population mondiale vivant dans la misère et la frustration continuera d'être très élevée, les tensions entre ce monde et le monde des riches continueront de s'accroître, avec les conséquences que cela suppose. Comme il est peu probable que nous ayons supprimé les causes du problème d'ici 2020, en remédiant aux dysfonctionnements dont souffrent les sociétés, nous devons renforcer nos barrières. (...)

- **Ingénierie sociale**: il s'agit des interventions destinées à la mise en place d'un appareil d'État (comme en Somalie, en Irak, en Syrie ou au Liban), mais, constate l'auteur avec dépit : « ni les Objectifs du millénaire pour le développement définis par les Nations Unies, ni nos efforts en vue de mettre en place des appareils d'État n'aboutissent, alors même que notre volonté s'érousse et que nos moyens deviennent insuffisants... »

- **Politique de coercition**: « il existera encore quelques régimes hostiles en 2020, le plus gros point d'interrogation étant le Kremlin... »

- **Soutien à la société** : les interventions en cas de catastrophes majeures (accident nucléaire?)

Ne désespérez pas! L'auteur a tout de même prévu une place pour la société civile et les ONG (mais bien loin derrière la « communauté des sociétés transnationales ») :

« Cette vaste gamme de missions et de capacités reflète la diversité des défis qui se présenteront sur le plan de la sécurité en 2020. Il faudra non seulement adopter une orientation, une organisation et des capacités nouvelles, mais il sera en outre de plus en plus nécessaire d'interagir avec un éventail de plus en plus varié d'acteurs non militaires, au nombre desquels figurent tout d'abord d'autres agences gouvernementales, puis la communauté des sociétés transnationales et enfin les ONG et la société civile. »

Voilà pourquoi l'Union Européenne (et les USA) insistent lourdement pour que les achats d'équipement militaire échappent à la rigueur des politiques d'austérité, et pourquoi l'armée fait désormais partie intégrante de notre paysage urbain, en synergie avec la police. On ne s'intéresse jamais assez à ce que fait et pense l'UE dans sa relation symbiotique avec les 0,1% des sociétés transnationales!



## LE SILENCE DES « VICTIMES COLLATÉRALES »



Par Thomas Englert,  
JOC Bruxelles

Pour les JOC, c'est important de donner la parole à celles et ceux qui vivent les conséquences du racisme tous les jours, à ceux et celles qui essaient de combattre les discriminations et les violences sur le terrain, et qu'on entend trop peu. Nous avons rencontré Farida et Mahdiya, les initiatrices de la Cellule d'Observation et

d'Ecoute Citoyenne (COEC) mise sur pied suite aux attentats et aux abus qu'elles constataient. La cellule est composée de Farida, personnalité connue et de confiance dans les quartiers en question<sup>1</sup>, Fadwa, médiatrice interculturelle, Hanane, psychologue, et Mahdiya, assistante sociale.

<sup>1</sup> Suite à l'arrestation et l'enfermement de son frère Ali Aarass: faussement accusé de terrorisme et enfermé et torturé au Maroc depuis 7 ans. Voir Freeali.eu



L'objectif consiste à retrouver, par un travail de terrain, les victimes de « *violences policières ou les témoins de faits graves allant à l'encontre de la dignité humaine qui n'osent pas se prononcer ouvertement par peur de représailles et ce, suite à des menaces faites par la police* » en particulier suite aux perquisitions et arrestations après les attentats de novembre et mars. La cellule souhaite d'une part offrir à ces personnes un soutien moral, un accompagnement psychologique et une orientation juridique si nécessaire et d'autre part constituer, à travers le recueil de témoignages sur les méthodes policières, un dossier qui pourrait permettre aux associations et institutions de se saisir des cas d'abus graves.

Par le travail militant et bénévole, il s'agit de créer un encadrement professionnel qui puisse tenter de briser le silence qui entoure le traumatisme lié aux perquisitions, arrestations,... pour les personnes et leurs familles. L'anonymat est garanti. Trop souvent, la police menace les personnes en leur disant : « *si tu parles, tu perdras tout* ». Avec pour conséquence que la plupart des personnes que la cellule a rencontré refuse jusqu'à la simple prise de note, de peur qu'un fait, une date, un lieu ne permette de les identifier. A ce stade, seuls deux jeunes hommes ont accepté que leur histoire soit enregistrée.

Pour la cellule, les structures existantes ne permettent pas d'approcher ces personnes, tétanisées par la peur, méfiantes et pas forcément capables d'accéder à des outils comme Obspol.be<sup>2</sup> par exemple. La personnalité rassurante de Farida est cruciale dans ce cadre. Il existe aussi une page Facebook et un numéro d'appel pas encore très utilisés, les deux militantes espèrent que les premiers témoignages et le bouche à oreille feront la différence.

Ce que les deux femmes ont constaté dans leurs multiples rencontres, c'est l'extrême violence des interventions policières qui visent ceux qui ont un passé un peu trouble mais sans lien concret avec des « réseaux ». Les jeunes hommes qui sont visés ont fait des erreurs de jeunesse mais sont depuis mariés, avec un travail... Leurs déboires passés sont utilisés par la police pour les condamner d'avance, « *ce n'est même plus de la suspicion* ».

Les arrestations et perquisitions, souvent sans présenter de mandats, ne se font pas sur des éléments concrets. Les autorités semblent agir sans se préoccuper des traumatismes qu'ils peuvent créer pour des familles entières, simples « dommages collatéraux ». A l'image de ce quartier où, sur 16 perquisitions, 14 personnes sont relâchées dès le lendemain.

Ce qui est décrit ce sont des policiers en surnombre, armés de fusils automatiques qui défoncent des portes et retournent la maison. Pourtant les arrêtés (relâchés/relaxés depuis) l'affirment : « *s'ils nous avaient convoqués, on aurait été* ». Les personnes ressentent une volonté de terroriser dans le chef de la police. On les contraint par exemple de se taire, dans une atmosphère lourde et menaçante.

Les témoins décrivent aussi des policiers aux abois, stressés et suant à grosses gouttes en pointant leurs fusils d'assaut sur les gens. Ils disent avoir pensé que les policiers pouvaient les abattre à tout moment. D'autres éléments montrent l'extrême tension des policiers, comme le fait qu'ils crient des ordres contradictoires : prend ceci, ouvre la porte, les mains en l'air,... Ou, à l'inverse, l'absence totale d'instructions ou de sommations puis, ceux qui n'ont pas le réflexe de mettre les mains sur la tête se font tabasser.

Après la perquisition, les personnes sont emmenées au commissariat, rue royale (le nouveau quartier général de la police fédérale) où une « section spéciale » s'occupe d'eux. Les jeunes racontent la présence de policiers belges et français, mais aussi de policiers marocains en civil.

Les arrêtés sont privés d'eau et de nourriture de façon systématique (tous les témoignages l'affirment). Une pratique que nous avons par ailleurs déjà constatée lors de l'arrestation de militant.e.s, pendant des périodes allant de 12 à 24 heures. Les témoignages parlent des violences physiques mais aussi psychologiques (humiliation permanente, mise à nu,...) pendant les interrogatoires et la détention.

Les policiers tenteraient aussi de pousser les juges d'instruction à l'inculpation. Une personne décrit être tombée sur un juge particulièrement intègre qui a sommé les policiers de faire leur travail correctement en réclamant des compléments d'enquête face à un 'suspect' qui ne correspondait pas à la photo des caméras de surveillance. Les policiers ont passé leur frustration d'être rappelés à l'ordre sur le jeune homme en le tabassant. Il s'avèrera rapidement que le juge avait vu juste.

Un dernière élément sur lequel elles insistent : les médias. Des médias qui sont l'autre face de la violence et de la peur. Agressifs et intrusifs, poursuivant les familles pour obtenir une interview en les menaçant parfois : « *si vous ne nous donnez pas d'interview, on donne votre adresse à toute la presse* ». Des journalistes qui ont publié des noms et des photos, des portraits basés sur rien, mouillant des familles avec toutes les conséquences qui s'en suivent : pertes d'emplois, ostracisés, ...

Ces actes ont des conséquences immédiates, mais aussi à long terme. « *Les gens ne parlent pas, ça les maintient dans un état émotionnel de détresse profond.* » « *Ceux et celles qui ont vécu ça n'ont plus d'espoir, plus rien à perdre.* » « *Parler, rien que ça, les libère déjà un peu. On le voit avec ceux qui ont accepté de témoigner.* ». Les deux femmes expliquent qu'étant originaires du quartier, elles se veulent le lien entre ces jeunes et les institutions.

Malgré l'absence de moyens, elles veulent briser le silence pour enrayer la peur, « *parce qu'il n'y a que nous, alors on fait avec ce qu'on a* ». Pour les individus et leur santé mentale mais aussi pour laisser une trace de ce qui est en train de se passer. Les deux femmes espèrent que les premiers témoignages feront tâche d'huile, que d'autres parleront, rapporteront cette réalité invisible de la violence d'État, une réalité qu'elles connectent avec le quotidien des brutalités policières. Des violences normalisées pour les jeunes comme lorsqu'on s'indigne face à l'histoire de ce jeune ado transporté dans le coffre d'une voiture de la brigade canine, avec les chiens, et qu'on nous répond : « *c'est normal, on sait bien* ». Farida et Mahdiya craignent que l'augmentation de la violence, de l'arbitraire et du racisme ne se normalisent en même temps que l'impunité et la militarisation de la société.

Derrière ces quelques cas extrêmes, ce sont des milliers de petits abus, de baffes et de tabassages que l'on ne voit pas. Des centaines de jeunes qui grandissent sans jamais porter plainte parce que « *ça ne sert à rien* » ; des jeunes à qui les policiers et les médias rappellent tous les jours qu'ils seront toujours des étrangers, des citoyens de seconde zone, condamnés à subir. Une réalité que la COEC combat avec détermination.

<sup>2</sup> Site "Observatoire des violences policières" créé par la Ligue des Droits de l'Homme